

Communiqué du Groupe pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire, pour la construction de l'internationale ouvrière révolutionnaire :

Le gouvernement Netanyahu-Lieberman organise le massacre des manifestants à Gaza :

Halte au massacre du peuple palestinien ! À bas l'État d'Israël !

Depuis le 30 mars, vendredi après vendredi, l'État d'Israël procède au massacre méthodique de manifestants palestiniens désarmés dans la bande de Gaza. Les victimes de ces meurtres planifiés se comptent d'ores et déjà par dizaines, incluant un enfant ; s'y ajoutent des centaines de blessés.

Il n'y a aucune équivoque : le « droit » des soldats israéliens de tirer à balles réelles sur des « lanceurs de pierres » a été voté par le Parlement israélien dès 2015. Les soldats placés face aux manifestants par le gouvernement Netanyahu-Lieberman sont des tireurs d'élite. La consigne de faire usage de balles réelles a été annoncée publiquement par le chef d'État-major de l'armée israélienne 3 jours avant la première manifestation.

« *Bravo à nos soldats* », a scandé Netanyahu dès les premières tueries. « *Israël a défendu son armée qui, selon elle, a tiré contre des manifestants lançant des pierres et des cocktails Molotov sur les soldats, ou tentant d'endommager la clôture et de s'infiltrer en Israël.* » détaille l'AFP le 31 mars. Pour Israël, la vie d'un Arabe vaut moins qu'un morceau de grillage. Comment ne pas y voir un concentré de la nature raciste et coloniale de cet État ?

Une nouvelle étape dans la mise en place d'un plan clair : en finir avec le peuple palestinien

Rien n'est accidentel ou improvisé dans ces tueries. Depuis l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis, l'État sioniste a trouvé à Washington un point d'appui qui lui permet d'annoncer sans fard ses objectifs fondamentaux : en finir avec toute revendication nationale du peuple palestinien, briser toute velléité de résistance de ce dernier, ne laisser place qu'à « un seul État » comme l'a déclaré Trump lui-même dès janvier 2017 – l'État d'Israël.

En juillet 2017, c'étaient les palestiniens de Jérusalem-est, évincés à petit feu de leur capitale, qui se trouvaient sous le feu de la répression : cela en prévision du déplacement annoncé de l'ambassade américaine à Jérusalem, reconnue « capitale éternelle d'Israël » par Washington. Depuis, les provocations et la répression la plus féroce contre le peuple palestinien n'ont cessé de se développer. L'extension des colonies dans toute la Cisjordanie a été programmée.

A Gaza, minuscule territoire où s'entassent aujourd'hui 1,3 millions de réfugiés sur deux millions d'habitants, les plans du gouvernement Netanyahu-Lieberman prennent toute leur dimension : déjà meurtrie et ravagée par deux opérations militaires en 2009 et 2014, privée d'accès au monde extérieur par Israël et l'État égyptien, rationnée en eau potable et en électricité, la population de Gaza doit être littéralement emmurée vivante par des « travaux d'infrastructures de défense » financés par Israël d'ici la fin de l'année.

Aux yeux de Netanyahu-Lieberman, le prétendu « processus de paix » ne présente plus aucune utilité... parce qu'il a parfaitement rempli son rôle : le désarmement politique et militaire du peuple palestinien. 70% de la population palestinienne totale est aujourd'hui constituée par les réfugiés entassés dans des camps hors de Palestine ; l'immense majorité des Palestiniens vivant en Palestine s'entasse sur moins d'un quart de sa superficie. Et les tueries de ces dernières semaines ne sont qu'une étape dans un plan d'ensemble : déjà, les appels à une nouvelle intervention militaire à Gaza retentissent de plus en plus fort.

Le peuple palestinien : isolé, désarmé, placé le dos aux murs

Si, pour Netanyahu, les tueries organisées à Gaza ont valeur de test, le test est aujourd'hui concluant : en Jordanie, la police a été largement déployée dans la capitale pour interdire que les manifestations de soutien soient centralisées ; en Égypte, où la dictature militaire a été pleinement rétablie sous la tutelle de Washington, il n'est pas même question de manifester ; en Cisjordanie, l'« Autorité palestinienne » autorise les manifestations... sous réserve qu'elles se tiennent à distance respectueuse des lignes tracées par

Netanyahu.

Ainsi, lorsqu'ils sortent leurs armes, les dirigeants issus des organisations nationalistes palestiniennes, désormais tenants d'une « Autorité palestinienne » en lambeaux, le font pour « protéger » l'État d'Israël. Voilà les fruits pourris des accords de Washington/Oslo, du « processus de paix » qui a conduit les dirigeants de l'OLP à reconnaître Israël en contrepartie d'un statut d'administrateurs et de policiers dans des lambeaux de terre palestinienne toujours davantage réduits par la colonisation.

A Gaza même, le Hamas qui « soutient » les manifestations veille surtout à ce que les manifestants soient livrés en pâture, sans protection, aux bouchers chargés de les abattre. Il faut le dire : face à cette offensive déterminée et continue du gouvernement Netanyahu-Lieberman, le peuple palestinien est aujourd'hui littéralement démuné, désarmé, voire disloqué à un niveau sans précédent depuis 1948.

En France : la responsabilité des dirigeants issus du mouvement ouvrier est posée

Mais avant toute autre chose, l'État d'Israël est aujourd'hui fort du soutien des puissances impérialistes dans leur ensemble. Que Washington coupe court aux gesticulations de telle ou telle délégation de l'ONU au sujet d'Israël ne constitue, à cet écart, qu'un détail : l'ONU, qui a porté l'État d'Israël sur les fonds baptismaux, et toutes les puissances impérialistes qui la dirigent sont indéfectiblement alliés à l'État sioniste. Aucune aide au peuple palestinien ne viendra d'eux : au contraire, pour venir en aide au peuple palestinien, leur soutien et tous leurs liens avec Israël doivent être dénoncés, combattus et brisés.

Mais que réclame L'Association France Palestine de Solidarité (AFPS) dont sont membres nombres de responsables syndicaux ? « *La France doit exiger l'arrêt immédiat de toute utilisation d'armes de guerre contre les manifestants désarmés, la levée immédiate du blocus de Gaza, l'évacuation des blessés. Elle doit immédiatement envoyer une mission d'assistance et d'évaluation à Gaza et prendre des sanctions contre l'État d'Israël, par l'arrêt immédiat de toute coopération militaire et la demande de suspension de l'accord d'association entre l'Union européenne et Israël.* » (communiqué du 24/4). Encore et toujours, les mêmes suppliques égrenées comme un chapelet depuis plus de 20 ans : la soumission totale au gouvernement Macron-Philippe... qui soutient quant à lui totalement l'État sioniste et instrumentalise, en France, l'épouvantail du « nouvel antisémitisme » pour fustiger les travailleurs et la jeunesse issus de l'immigration !

En près d'un mois, aucune manifestation de soutien au peuple palestinien n'a été convoquée à Paris. Quand de telles initiatives ont eu lieu ailleurs en France, elles sont restées confidentielles. C'est aux dirigeants des partis et organisations issus du mouvement ouvrier (PS, PCF, CGT, FO, FSU...), qu'il appartient de prendre en charge ce combat. Entre l'opprimé et l'opresseur, ils doivent se prononcer : **inconditionnellement aux côtés du peuple palestinien ! À bas l'État d'Israël !**

Il importe de s'organiser, de se regrouper, d'agir pour qu'elles se prononcent dans l'urgence : **Halte au massacre du peuple palestinien !** Il faut exiger d'elles qu'elles convoquent à Paris une **manifestation massive à l'ambassade d'Israël** sur ce mot d'ordre.

Ainsi serait ouverte la voie à l'organisation, sous leur impulsion, d'un véritable boycott d'Israël à tous les niveaux – économique, diplomatique, scientifique, militaire.

Le 28 avril 2018